

Racisme institutionnel et action affirmative

On ne peut nier l'existence de l'oppression fondée sur la race.

Certes, le concept pseudo-scientifique de la race est, au mieux, un mythe et, au pire, un mensonge commode, mais l'oppression sociale fondée sur ce que l'on appelle généralement la race est aussi réelle que le lever du soleil. Si vous ne croyez pas à l'existence de cette oppression, alors mieux vaut que vous cessiez tout de suite de lire cet article car l'existence du racisme est l'une des hypothèses de base de ce texte.

Le racisme existe aux Etats-Unis, en Europe, et également en France, même si l'Etat refuse officiellement d'en reconnaître l'existence. En dehors de son histoire, ou de l'analyse de ses causes sociologiques et psychologiques, la question que nous devons tous affronter, que nous soyons victimes ou bénéficiaires du racisme, est simple: que devons-nous faire pour le combattre ? Du moins, si nous nous soucions de mettre fin à toutes les formes d'oppression, quelles qu'elles soient.

Un nœud gordien

Les formes d'oppression fondées sur la race, la classe, le genre, la religion et l'orientation sexuelle en Occident sont liées entre elles et forment un véritable nœud gordien. Il n'est plus possible aujourd'hui de séparer l'oppression religieuse des femmes, le développement de l'esclavage fondé sur la race et le capitalisme, du tissu global de l'oppression qui avantage une minorité au détriment d'une majorité dans tant d'aspects de la vie quotidienne et de la pensée.

L'oppression raciale joue un rôle matériel dans les sociétés où elle existe. La façon dont une personne voit l'autre à travers des lunettes raciales détermine à qui elle accorde ou refuse sa confiance, qui sera un allié ou un ennemi potentiel, et qui sera un concurrent ou un camarade. La race fait que des individus qui n'ont pas d'autre lien entre eux que la solidarité raciale, deviennent des amis, et elle transforme en concurrents des personnes qui ont toutes les raisons de lutter ensemble, sauf une.

Naturellement, la question de la race tend à être plus présente pour ses victimes que pour ses bénéficiaires. Cependant, de façon générale, la race, comme toutes les formes d'oppression, nous place dans une position périlleuse: elle instaure entre nous une concurrence illogique et improductive, alors que nous aurions besoin de l'opposé pour rejeter le manteau de l'oppression que nous portons tous sur nos épaules, soit parce que nous nous efforçons de le conserver, soit parce que nous luttons pour nous en débarrasser tous ensemble. A cette étape de l'humanité où nous sommes engagés dans une destruction mutuelle sur les plans militaire, économique, environnemental et social, la destruction de l'oppression peut être la clef de notre survie en tant qu'espèce.

Pour en venir à la question pratique de la destruction de l'oppression, il est utile de jeter un coup d'œil plus précis aux différents fils qui composent le nœud gordien moderne que nous avons évoqué. Le but de cet article est d'analyser le racisme tout en sachant que plusieurs de mes commentaires s'appliquent à d'autres formes d'oppression, tout aussi importantes.

Racisme individuel et racisme systémique

Des types variés de racisme se manifestent dans la structure sociale de l'État. Les analyses et les résultats obtenus par les différentes approches du racisme nous suggèrent diverses manières de les combattre. Le racisme individuel, c'est-à-dire la croyance d'un individu en la supériorité ou l'infériorité d'un groupe identifiable sur la base de ses caractéristiques physiques, telles que la texture des cheveux ou la couleur de la peau, l'origine ethnique, ou la culture, est souvent considéré comme le seul type de racisme existant, particulièrement dans les cultures individualistes occidentales. Les gens qui n'aiment pas d'autres personnes, ont peur d'elles, admirent, aiment et détestent d'autres individus en raison des éléments énumérés ci-dessus, et qui sont suffisamment sûrs d'eux (ou ignorants) pour exprimer publiquement leurs sentiments racistes, sont étiquetés comme «racistes».

Souvent les racistes décomplexés nous rappellent ce que, en théorie, nous ne sommes pas, et cela nous permet de nier la nature systémique du racisme lui-même. Le racisme devient alors seulement le problème d'un individu; nous en venons à penser que, si nous pouvions obtenir que la minorité de personnes qui défendent ouvertement leurs convictions racistes changent d'opinion, alors nous pourrions nous débarrasser de l'oppression raciale. La discussion sur le racisme individuel tourne généralement autour de notions comme la «tolérance», l'«empathie» et la «haine», la «minimisation» ou la «cécité face à la couleur de la peau». Résultat: nous moralisons souvent la question du racisme. Beaucoup d'entre nous croient que si nous pouvions obtenir qu'un nombre

suffisant de personnes, appartenant à différentes races, soient impliquées dans toutes les professions, à toutes les positions et tous les niveaux de la société, dans tous les organismes, etc., alors nous nous rendrions compte que nous avons bien plus points communs que de différences. Et la question de la race ne deviendrait pas plus importante que la couleur des yeux d'une personne.

S'il est vrai que le contact avec d'autres contextes culturels est nécessaire pour atteindre une vision ethno-relativiste du monde (1), cette vision est néanmoins dramatiquement insuffisante car elle ignore la puissance et le but des systèmes d'oppression fondés sur la race. Par exemple, autrefois, beaucoup de propriétaires européens d'esclaves pouvaient proclamer leur supériorité raciale absolue sur des Africains de l'Afrique sub-saharienne, même s'ils avaient «grandi avec eux» ou «vécu autour d'eux durant toute leur vie». Dans des sociétés fondées sur l'esclavage, la structure des contacts interculturels ne fit que renforcer les notions de supériorité raciale chez les Européens. Si une communauté d'Européens ne permettait pas à des Africains d'accéder à l'éducation, il était facile aux Européens de vanter objectivement la supériorité de leur savoir sur les Africains, de les étiqueter comme stupides et incultes. Privés de droits sociaux, légaux ou économiques, les esclaves africains pouvaient facilement être considérés comme une sous-espèce bidimensionnelle (2), tout en étant craints et désirés, sans que l'on perçoive de contradictions entre ces jugements.

Le racisme systémique ou institutionnel continue à jouer un rôle double, de division et d'unification, car il justifie l'existence de l'oppression matérielle aujourd'hui, exactement comme il le faisait il y a quatre cents ans, mais d'une manière différente. C'est ainsi qu'une infime minorité (les oppresseurs, les véritables privilégiés) a convaincu la majorité (les opprimés ayant la même origine) de s'identifier à elle socialement, y compris de croire en la possibilité d'une mobilité sociale ascendante, sur la base d'une couleur de peau et d'un héritage ethnique communs. La position sociale des privilégiés est donc demeurée incontestée, tandis que les opprimés ayant la même origine que leurs oppresseurs attendaient de recevoir le billet gagnant à la loterie de la mobilité sociale ascendante et qu'ils agissaient comme les fantassins de la répression contre l'autre race. Le système économique, juridique et social, qui s'est progressivement développé et reposait sur une influence fondée sur la race, a conduit à un système qui s'est renforcé lui-même et qui distribue des avantages réels à certains et des handicaps réels à d'autres, avantages et handicaps seulement fondés sur la race, et ce avec (ou sans) la collaboration d'individus racistes.

Kwame Ture (3), dirigeant du mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, a défini, le premier, le racisme institutionnel comme un ensemble de problèmes très différents de ceux posés par l'existence, bien réelle mais spécifique, du racisme individuel. Pour Ture, le racisme institutionnel «exprime l'incapacité collective d'une organisation à fournir un service professionnel adéquat à des individus en raison de leur couleur, de leur culture ou de leur origine ethnique». Si l'on élargit le sens de la notion de «service» pour y inclure les façons dont toute société s'organise pour produire et distribuer ses ressources collectives à ses membres, le champ d'application et la validité plus générale de cette définition sautent aux yeux.

Le racisme institutionnel dépasse le domaine des intentions ou des convictions individuelles, qui caractérisent le racisme individuel. C'est un processus qui a un impact sur toute la société. Il n'a pas besoin de racistes pour faire fonctionner efficacement une structure sociale qui distribue des avantages et des privilèges à certaines personnes sur la base d'une identité raciale, tout en désavantagant d'autres sur la base d'une autre identité raciale. Il se caractérise par des actions cachées ou manifestes, qui offrent à leurs bénéficiaires le pouvoir social de nier la présence d'un privilège racial immérité, malgré les preuves multiples de son existence. Lorsqu'il réussit à être parfaitement efficace, le racisme institutionnel pousse même ses victimes à se demander si elles ne sont pas responsables de leur propre discrimination.

Le système juridique actuel aux Etats-Unis en offre un excellent exemple. Un juge n'a pas besoin de croire en la prétendue supériorité des Blancs pour faire appliquer des lois qui ont un impact désastreux sur les Noirs. Prenons les peines concernant la possession de crack (drogue consommée et vendue surtout par les Noirs) et la cocaïne (drogue consommée et vendue surtout par les Blancs). La sévérité des condamnations varie de 100 à 1 entre les deux groupes ethniques. Quand il adopta la loi dans les années 80, le Congrès prétendit qu'il prenait en compte l'impact négatif considérablement plus grand du crack que de la cocaïne. Les parlementaires ne discutèrent pas de la race des utilisateurs.

Bien que la base physiologique et sociale de ce traitement juridique discriminatoire ait été largement démontrée, le Congrès n'a pas changé la loi et n'a pas l'intention de le faire dans un futur proche. Il en résulte que les Noirs représentent presque 50% de la population carcérale alors qu'ils ne constituent que 13% de la population américaine totale. Comme l'écrit Luke Trip, «le système juridique est utilisé pour contrôler et affaiblir les Noirs» ([«Criminal Justice System is Used to Control and Weaken Blacks» <http://www.tcdailyplanet.net/node/7448>](http://www.tcdailyplanet.net/node/7448)).

Si l'on ne trouve aucune mention de la race dans les lois qui ont instauré cette disparité de traitement juridique entre Blancs et Noirs, leur impact racial est cependant énorme.

La mystification que représente la croyance en l'existence de systèmes racialement neutres, comme la démocratie et la République, et la foi en l'égalité réelle des chances dans ces systèmes

permettent de nier que le système actuel perpétue des décisions passées, ouvertement racistes, et donnent à beaucoup de gens l'impression qu'aujourd'hui tout serait, plus ou moins, équitable sur le plan racial. Une telle opinion n'est pas invraisemblable si l'on compare le racisme individuel, très répandu autrefois, ouvertement exprimé, violent, et socialement accepté, avec le racisme institutionnel, en grande partie caché, d'aujourd'hui. Puisque la plupart des «minorités visibles» en Occident ne risquent pas d'être tabassées par la foule dans les rues, à l'exception notable de quelques villes d'Allemagne de l'Est ou du Texas, il est plus facile que beaucoup de gens croient que le racisme ne joue plus un rôle dans la société actuelle. Cette croyance a pour fonction essentielle d'étouffer le besoin d'un changement radical et systémique nécessaire pour instaurer des structures sociales débarrassées de l'oppression du racisme.

Quand ceux qui sont les plus affectés par le racisme n'exigent plus de la société le respect que l'on accorde à ceux qui bénéficient d'une position racialement privilégiée, la lutte contre l'oppression globale perd une nouvelle bataille. Des facteurs sociaux, qui exercent une influence négative énorme dans des communautés racialement étiquetées, peuvent alors continuer à sévir, grâce à la cooptation (au sein de l'élite au pouvoir) de ceux qui sont les plus capables d'articuler la nécessité du changement au sein de la culture de ceux qui disposent du pouvoir social. Les exceptions raciales, qui se traduisent, par exemple, par des réflexions comme «Vous n'êtes pas comme le reste des gens de votre culture ou qui ont vos caractéristiques» permettent, à ceux qui font partie de la majorité, de tirer profit du système de caste racial et de continuer à affecter négativement les minorités raciales. Tiger Woods, Colin Powell, Condoleezza Rice, Dinesh Dsouza, et même Alan Keyes ou Michelle Malkin (4) peuvent être célébrés par l'élite blanche sans problèmes parce qu'il est possible à quelques éléments de ces minorités d'échapper aux conditions générales liées à leur race ou à leur culture. Ceux qui sont au pouvoir n'ont alors plus qu'une seule chose à faire: promouvoir bruyamment le rôle soi-disant exemplaire de ces membres des minorités raciales.

Quand ceux qui disposent d'un énorme pouvoir social, comme Bush ou Sarkozy, choisissent des membres des «minorités visibles» pour servir à des positions élevées de l'appareil d'État, ils cherchent à prouver qu'ils ne sont pas racistes, mais ils renforcent en même temps la légitimité du racisme institutionnel qu'ils continuent à perpétuer. Ils essaient également de protéger le système qu'ils représentent contre la critique en confiant la responsabilité de politiques institutionnelles racistes à des membres des «minorités visibles». Ils tentent de faire taire ceux qui doutent, mais éprouvent une solidarité raciale avec ces responsables issus des minorités, et aussi d'autres personnes (de la majorité) qui ne veulent pas être accusées de racisme si elles critiquent les aspects négatifs d'une politique appliquée par un membre d'une «minorité visible». Ces exemples illustrent clairement le fonctionnement du racisme institutionnel.

Avantages et inconvénients de l'action affirmative

Le racisme institutionnel crée des situations délicates pour ses adversaires. L'action affirmative (ou discrimination positive) en est un bon exemple. L'action affirmative est utile si elle constitue un moyen, parmi d'autres, de vérifier l'équité relative d'un système. Elle peut permettre de s'assurer que les victimes du racisme sont également représentées dans tous les secteurs de la société. Mais si on la considère comme un objectif unique, au lieu d'un simple mécanisme de vérification, elle peut mener (et elle a mené) à des situations dangereuses pour ses nouveaux bénéficiaires: de plus, elle contribue à perpétuer un système qui continue à désavantager la majorité des victimes du racisme.

On peut facilement mettre en place l'action affirmative sans changer les mécanismes structurels qui, au départ, ont produit la sous-représentation des minorités. Les gains peuvent être éphémères et dépendent fortement de l'esprit des décideurs, de leur volonté de jouer le jeu ou pas. La «gestion par objectifs», où le fait d'atteindre un objectif par tous les moyens joue un rôle clé, mène rarement à un système qui garantira en permanence l'équité recherchée, puisque l'on peut atteindre le résultat désiré d'une façon beaucoup moins coûteuse politiquement que de démanteler les mécanismes du racisme institutionnel.

Un patron qui applique un programme de discrimination positive peut embaucher, uniquement pour ne pas avoir d'ennuis avec la justice, des membres des «minorités visibles» qui ne pouvaient travailler auparavant dans son entreprise.

Et quand la majorité croit qu'une minorité, dans un environnement raciste, obtient du travail uniquement à cause de sa race, et surtout si celle-ci était le seul facteur qui l'empêchait jusqu'ici de se faire embaucher, cette minorité est souvent mise dans une position où elle doit quotidiennement justifier l'injustifiable. Elle doit constamment prouver qu'elle appartient à un environnement hostile. Certes, il existe des exemples où les interactions sociales ont conduit à une diminution des attitudes racistes, mais généralement cela se produit sans que le système du racisme institutionnel en soit lui-même affecté.

Les bénéficiaires de la discrimination positive détournent souvent leurs yeux de l'objectif final (supprimer l'oppression du racisme institutionnel) parce qu'ils ont besoin de défendre le système afin de conserver leurs avantages personnels. Le fait que des esclaves soient devenus surveillants sur les plantations n'a fait qu'atténuer légèrement, voire pas du tout, la dureté de l'esclavage. Et ces

surveillants se trouvaient également dans la détestable position de défendre un système qui les opprimait, tout en leur donnant un «avantage» relatif par rapport à d'autres esclaves.

En fait, certaines personnes n'ont aucun problème à occuper ce genre de position aujourd'hui, mais d'autres auront du mal à gérer leurs contradictions concernant la façon dont leurs propres actions affectent négativement ceux avec lesquels ils s'identifient ou dont ils se sentent solidaires. Les bénéficiaires de la discrimination positive risquent de devenir des parias dans leur propre communauté; ils risquent de ne pouvoir ni maintenir des liens avec leurs anciens congénères, ni être acceptés comme membres de plein droit de la communauté à laquelle leur nouvelle position sociale devrait leur donner accès. *The Rage of a Privileged Class* d'Ellis Cose raconte plusieurs anecdotes qui illustrent ce phénomène.

Plus important encore, les masses appartenant à ces minorités, et qui sont de fait exclues par le système de l'action affirmative, peuvent perdre le sens de leur identité collective et d'une discrimination imméritée. Les membres des minorités qui réussissent sont soutenus et présentés comme des individus «méritants», donc, corrélativement, ceux qui échouent sous le poids d'un système oppresseur «méritent», eux aussi, d'échouer. Puisque les gens connaissent toujours autour d'eux (et que les médias racistes savent toujours forger de toutes pièces) des individus «exemplaires» qui ont réussi à se sortir des pires situations tout en ignorant l'impact du racisme institutionnel sur la vaste majorité de leurs congénères, on en déduit faussement que toutes les minorités pourraient «s'en sortir», si seulement elles se «donnaient la peine» d'essayer. Une telle situation peut faire croître le doute et le scepticisme au sein d'une minorité au point que tout espoir de lutter contre la véritable source de leur oppression disparaisse.

De ce point de vue, une identification raciale et ethnique positive peut être un point de départ important dans l'assaut mené contre le racisme institutionnel, mais ce n'est pas une étape sacrosainte. Lorsqu'on la présente comme la seule manière, pour une minorité, d'avoir une existence réussie, la séparation raciale est une attitude creuse et naïve, car elle néglige l'impact des luttes internes provoquées par les mécanismes d'oppression à l'intérieur de la communauté minoritaire. Le sexisme, la discrimination sociale, l'homophobie, et les persécutions religieuses existent aussi dans les cultures racialement homogènes.

Chercher une identification raciale positive avec soi-même et avec d'autres victimes du racisme constitue une étape importante. Mais, en fin de compte, c'est la suppression de l'oppression en général (et de l'oppression raciale en particulier) qui doit servir de base à notre lutte, et non la fierté raciale. Une communauté qui lutte contre les racines véritables du racisme ne saurait tolérer la moindre forme d'oppression, quelle qu'elle soit. On peut juger qu'il est injuste d'avoir à porter simultanément deux fardeaux, mais c'est nécessaire si l'on souhaite participer à l'avènement d'un monde sans oppression, et que l'on ne désire pas seulement changer la couleur de peau de nos oppresseurs.

Quand les intérêts communs des opprimés qui partagent (ou ne partagent pas) une origine raciale commune se rejoindront, il sera possible de dépasser les divisions léguées par le racisme institutionnel et d'unifier nos forces au point de remettre en cause la source de l'oppression elle-même. Notre combat doit viser les mécanismes du racisme institutionnel, et pas seulement les individus racistes et les conséquences de leurs actions.

Afreeye Balanz

Notes

1. Ce concept est défini par le «Centre d'apprentissage interculturel», sur un site gouvernemental canadien (http://www.dfait-maeci.gc.ca/cfsi-icse/cil-cai/intercultural_glossary-fr.asp?lvl=3). Voir, plus loin, nos questions à l'auteur et le commentaire de Wil Barnes qui suivent ce texte. (NdT)

2. «Bidimensionnelle» parce que les Noirs dans le Sud avant la Guerre de Sécession n'étaient pas considérés légalement comme des êtres humains, à trois dimensions, tels que les Blancs (*Note de Afreeye Balanz*).

3. Il s'agit de Stokely Carmichael dirigeant du SNCC (Student Non-violent Coordinating Committee) dans les années 60. Il devint ensuite un partisan du panafricanisme et fonda en Guinée le Parti révolutionnaire de tous les peuples africains (All-African People's Revolutionary Party). Pour avoir un aperçu de ses idées à la fin de sa vie, on pourra lire un de ses discours sur <http://www.kwameture.com>, où successivement il rend hommage à

- la Nation de l'Islam, ainsi qu'à ses dirigeants Elijah Muhammad et Louis Farrakhan, racistes anti-Blancs et antisémites notoires,
- au dictateur Fidel Castro pour l'avoir protégé contre une tentative d'assassinat par le FBI,
- aux politiciens africains Sékou Touré et Kwame Nkrumah qui l'invitèrent à vivre en Guinée en 1967 où il passa le reste de sa vie,
- au dictateur Muammar Al-Khadafi et à ses «contributions pour l'humanité» (sic !) et à la Libye, ce «pays révolutionnaire» (resic !) (NdT).

4. Tiger Woods (joueur de golf, multimilliardaire); Colin Powell (chef d'État-major des armées de 1989 à 1993; secrétaire d'État de 2001 à 2005); Condolezza Rice (conseillère à la Sécurité nationale, de 2001 à 2005, secrétaire d'État depuis 2005); Dinesh D'Souza (intellectuel ultraréactionnaire né en Inde mais ayant fait ses études supérieures et sa carrière aux États-Unis. Il se fit connaître, au début des années 80, en rendant publics dans la presse les noms de membres de la Gay Student Alliance qui n'avaient pas encore révélé leur homosexualité. Un livre de ce sinistre individu a été traduit en français: *L'éducation contre les libertés*; après avoir pondu un opus accusant la «gauche culturelle» d'être responsable du 11 septembre, il a écrit un ouvrage vantant la grandeur du catholicisme); Alan Keyes (diplomate et journaliste afro-américain, candidat à l'investiture du parti républicain pour les présidentielles en 1996, 2000 et 2008); Michelle Malkin (journaliste réactionnaire d'origine philippine).

Définitions du racisme institutionnel

«Le racisme institutionnel, c'est ce qui ouvertement, ou de manière dissimulée, se manifeste dans les politiques, les procédures, les actions et la culture des institutions publiques ou privées, tout ce qui renforce les préjugés individuels, et est renforcé par eux, en retour.»

Sivanandan, directeur de l'Institute for Race Relations (Grande-Bretagne)

«Une organisation n'a pas besoin d'être composée d'individus racistes ou d'être dirigée par des individus racistes pour participer à la perpétuation du racisme institutionnel. Si les lois, les coutumes ou les pratiques d'une institution produisent des conséquences racistes, cette institution est raciste, quelles que soient les intentions raciales des individus qui la composent.»

Commission for Racial Equality (CORE, Grande-Bretagne)

Hypothèses

1. Le racisme institutionnel, le racisme individuel, le sexisme et les préjugés de classe font partie de la façon dont cette société distribue ses bénéfices sociaux et matériels à certains et pas à d'autres, quels que soient leurs mérites.

2. Le privilège d'une majorité raciale est un bénéfice social immérité, lié à l'appartenance au groupe majoritaire. Ce privilège se manifeste de nombreuses façons, entre autres par:

- la capacité de définir la réalité de ceux qui ne font pas partie de cette majorité,
- le luxe de ne pas avoir à se préoccuper de l'impact de la race sur les interactions quotidiennes,
- l'exclusion tacite des minorités est considérée comme normale, et non comme un problème,
- la sur-représentation des membres de la majorité dans tous les domaines est considérée comme normale, et non comme un problème,
- l'ignorance ou le rejet de l'impact du racisme institutionnel sur les minorités,
- vous ne doutez jamais d'être membre de la société à laquelle vous appartenez,
- on ne vous demande jamais de parler au nom de votre groupe majoritaire (ou de le représenter),
- on ne vous rend jamais responsable des actions des membres de votre groupe majoritaire (on vous considère toujours comme un individu responsable),
- vos échecs et vos succès ne s'appliquent pas à la totalité du groupe majoritaire auquel vous appartenez,
- vous pouvez ignorer totalement la culture des minorités sans en être jamais pénalisé,
- les gens qui détiennent les positions de pouvoir partagent vos valeurs culturelles,
- vos actes et vos paroles sont considérés en fonction de leur mérite
- vous croyez que tout le monde vit dans un monde où le mérite de chacun est reconnu,
- vous considérez qu'un traitement préférentiel est normal,
- vous ne vous sentez pas tenu de changer les attitudes ou les comportements d'autres membres de la majorité.

3. Si vous combattez le racisme institutionnel sur la base de vos propres convictions, cela signifie que vous êtes prêt à soutenir des gens avec lesquels vous n'êtes pas totalement d'accord. Vous reconnaissez que vous détenez un privilège sans que cela provienne pour autant d'un sentiment de culpabilité.

4. Vous pouvez défendre vigoureusement une position soulignant les conséquences des actions du groupe auquel vous appartenez, en partant d'une perspective ethno-relativiste, et ce dans le but de créer une culture commune.

Pièges à éviter

Les discussions sur le racisme suscitent souvent le malaise, les propos évasifs, les accusations, le sentiment de culpabilité, la honte et la mauvaise foi, même chez des personnes qui ne sont pas individuellement racistes.

Ceux qui nient l'existence du racisme institutionnel évoquent fréquemment des connaissances générales, soutenues par des preuves anecdotiques, tout en rejetant les données statistiquement significatives fournies par les autres.

Cette question est souvent traitée de façon purement émotionnelle, insatisfaisante sur le plan intellectuel, ou purement émotionnelle sans analyse rigoureuse.

Un conseil

Le principe du «bénéfice du doute» contribue généralement à entretenir un climat positif permettant d'évoluer dans la discussion. Donc si quelqu'un tient, pendant le débat, des propos qui vous mettent mal à l'aise, cela ne signifie pas forcément qu'il s'agissait d'une attaque personnelle ou délibérée.

Quelques techniques d'obstruction

Il existe de nombreuses façons d'orienter ou d'embrouiller une discussion sur le racisme. En voici une liste, bien sûr non exhaustive.

1) **Transformer une question sociale en une question personnelle:** Il est facile de transformer son expérience personnelle et l'expérience personnelle de la discrimination en une vérité sociale. C'est évidemment suspect sur le plan statistique et cela nuit à une discussion sur un problème social.

2) **La victimisation abusive:** Comparer ce qu'une communauté n'a pas avec ce que d'autres possèdent, et non l'inverse, permet de nier l'existence d'avantages fondés sur l'appartenance à la race.

3) **Noyer le poisson en élargissant le problème:** Il est évident que l'oppression sociale existe sous de nombreuses formes et que les relations et les similitudes entre ces différentes formes sont importantes pour une compréhension en profondeur. Cependant les discussions directes, gênantes, sur le racisme sont souvent diluées et évitées en élargissant la conversation et en la détournant de la question raciale.

4) **L'arme du moralisme:** Dans ce cas, on conduit généralement la discussion à partir d'une perspective ethnocentriste, ordonnée autour de vérités universelles, sans envisager le fait que la race puisse avoir un impact matériel sur ceux qui en bénéficient ou en pâtissent dans le cadre d'une société donnée. Ce procédé empêche d'envisager les conséquences du racisme, et l'oriente vers ce qui est «bien ou mal».

5) **La tolérance:** Ce concept est, en fait, un concept ethnocentriste, malgré son apparence ethno-relativiste. Il sous-entend un jugement négatif porté à partir d'un ensemble particulier de valeurs universelles, même s'il ne fait référence à aucun comportement, aucune analyse qui puisse être perçue comme négative. Si la tolérance est certainement préférable à d'autres attitudes défensives, elle ne permet guère de créer de nouvelles réalités sociales.

6) **Le dualisme:** Les alternatives simples (soit c'est ceci, soit c'est cela) ne permettent pas à une discussion sur le racisme de se dérouler convenablement. Ceux qui veulent contrôler la conversation utilisent généralement ce genre de technique. Si l'on veut augmenter la compréhension des positions respectives et rechercher de nouveaux comportements, il vaut mieux essayer d'adopter une approche plus ouverte.

7) **L'étiquetage:** Il est facile, sur le plan intellectuel, de coller des étiquettes. Mais ce n'est pas très utile, durant une discussion où l'on expose ses expériences respectives, ses pensées et ses sentiments, d'introduire immédiatement une étiquette. Ce procédé risque de bloquer la discussion et de la dévier sur l'étiquette elle-même, plutôt que sur le contenu de ce que chacun veut dire.

Afreeye Balanz

Bref dialogue

Yves Coleman: Après avoir lu tes textes, j'ai été très intéressé par ta distinction entre racisme individuel et racisme institutionnel. Il me semble que cette distinction serait fort utile si on l'appliquait à la réalité française. Néanmoins, j'éprouve des réticences envers ton usage systématique du pseudo-concept de «race.» Et je dois dire que je suis très méfiant vis-à-vis de ceux qui veulent l'introduire dans le débat politique en France, et qui ont d'ailleurs déjà réussi à pousser ou encourager le nouveau gouvernement Sarkozy à établir des statistiques «raciales» (ou ethniques, ce qui risque de revenir au même dans la tête des gens), présentement «volontaires» et limitées à des échantillons de populations, mais pour combien de temps ? Pourrais-tu nous expliquer quel est le contenu, selon toi, du concept de race, son utilité aux Etats-Unis ou dans d'autres pays que tu connais ?

Afreeye Balanz: Le mot «race» n'a pas toujours eu le même sens. Selon Ivan Hannaford, «L'histoire de l'idée de race, en Occident, a commencé aux alentours de 1100, et avait au départ beaucoup plus de rapport avec la foi d'un individu ou d'un groupe qu'avec sa couleur de peau. Au fil des siècles, des mouvements sociaux importants comme la colonisation ont amené les Européens à entrer en contact avec d'autres peuples sur des continents éloignés. Leur supériorité relative, sur le plan militaire et viral, acquise à travers des siècles de guerres et de mélanges de populations, et grâce à une importante densité de peuplement, a amené certains d'entre eux à croire qu'ils étaient "mieux" que les autres, et que leur statut supérieur leur avait été *accordé* par Dieu, dès la naissance, et non *conquis* grâce aux génocides qu'ils entreprirent. Il est évident que la première hypothèse leur paraissait beaucoup plus acceptable que la seconde.»

Passons rapidement à la situation actuelle. J'ignore si le concept de race (généralement fondé sur la couleur de la peau, la texture des cheveux, les traits du visage) est un facteur important d'organisation sociale en France, même si je soupçonne que ce soit le cas pour beaucoup de gens. Il me semble que, lors de nos dernières conversations, nous étions tombés d'accord sur le fait que, au moins à un certain niveau, la perception de l'origine raciale ou ethnique (c'est-à-dire l'appartenance à un groupe socialement identifiable fondé sur des facteurs comme la proximité, les croyances, la famille et une culture partagée) jouait un rôle dans l'organisation de la société française.

L'utilisation de la définition de la race (que l'on définit parfois comme la «théorie d'une seule goutte de sang», la *one drop theory*, c'est-à-dire que, quelle que soit ton apparence physique, si tu as des ancêtres africains, tu es un Noir ou en tout cas un non-Blanc, etc.) pour modéliser l'organisation sociale n'est pas une théorie, **mais une réalité pratique** aux Etats-Unis. Tout comme c'était une réalité pratique en Afrique du Sud, dans les Caraïbes, en Amérique du Sud, et partout où les Européens ont exporté cette conception d'une domination fondée sur l'origine.

Y.C.: Dans ton texte, tu utilises le mot «ethnorelativiste». Voici la définition que j'ai trouvée sur un site du gouvernement canadien: «**Ethnorelativisme:** acceptation que les valeurs et les croyances de l'autre, ainsi que les opinions qui en découlent, sont liées de manière logique et qu'il n'y a pas de position absolue à partir de laquelle on puisse juger la moralité, les connaissances, la vérité. Cela ne veut pas dire que toutes les autres pratiques culturelles sont acceptables, mais seulement qu'il est nécessaire de tenir compte du contexte culturel lorsque l'on évalue des pratiques rencontrées dans une autre culture.» Cette définition, a priori fort sympathique, pose autant de problèmes qu'elle n'en «résout». L'approuves-tu ? Et sinon, quelle est ta propre conception ?

Pour ma part, je pense que cette définition est absurde. La première phrase contredit totalement la seconde. Le gouvernement canadien commence par dire qu'«il n'y a pas de position absolue à partir de laquelle on peut juger», ce qui est clairement une façon de contester la possibilité même qu'il existe des valeurs universelles. Cette position est d'ailleurs partagée par les islamistes qui critiquent l'universalisme occidental, mais promeuvent l'universalisme... musulman. Ils montrent ainsi que ce n'est pas l'universalisme qui les gêne, mais le contenu des droits universels qui ont été proclamés (même s'ils n'ont pas été appliqués, mais c'est une autre histoire) d'abord dans le monde capitaliste occidental: la liberté de parole, la liberté de la presse, l'égalité entre les hommes et les femmes, la séparation entre les Eglises et l'État, la critique des systèmes politiques fondés sur un droit divin ou des hiérarchies héréditaires en faveur de Républiques ou au moins d'Etats dirigés par

des représentants du peuple démocratiquement élus, etc. Et la deuxième phrase envisage l'idée que certaines «pratiques culturelles» ne seraient pas «acceptables». Alors on peut se demander comment on arrive à l'idée d'inacceptabilité si l'on ne se met pas d'accord sur certains principes universels...

A. B.: Ma définition de l'ethnorelativisme part du travail de Milton Bennett et de son modèle de sensibilité interculturelle. Cette définition va de pair avec celle de l'ethnocentrisme, puisqu'elle est son exact opposé. Sous ses différentes formes, l'ethnocentrisme consiste à juger le monde seulement à partir de son propre contexte culturel. Seul ce qui est «bien ou mal» dans ta culture convient, aucune autre définition n'est acceptable. Aucun accord, aucune négociation n'est nécessaire parce que ce qui est juste dans mon contexte culturel est juste dans tous les contextes. J'ai seulement besoin de convaincre (ou de forcer) les autres à accepter ma vérité. Les conceptions du gouvernement canadien ou des islamistes que tu cites relèvent, pour moi, de l'ethnocentrisme.

L'ethnorelativisme part du point de vue que, si ma culture fonctionne pour moi, et peut-être pour d'autres personnes comme moi, elle n'est pas à la base de toute la vérité. D'autres personnes ont d'autres moyens valables d'organiser leur existence culturelle même si leurs attitudes contredisent les miennes. Mais le fait qu'elles soient valables ne signifie pas que, dans des situations interculturelles, une culture détienne les solutions pour toutes les autres; il faut donc négocier et se mettre d'accord pour avancer. Il faut probablement créer de nouvelles règles pour les interactions sociales, une nouvelle culture, si tu veux.

Dans un groupe interculturel, je suis censé offrir, voire même prôner, des normes culturelles qui pourraient fonctionner à l'avantage de tous, tout en écoutant les autres et en restant ouvert à leurs conceptions. C'est un travail difficile, très difficile même, et je n'ai guère d'exemples de groupes numériquement significatifs qui aient réussi à le faire.

Y.C.: Dans ton texte, tu parles de «groupes ethniques» et de «cultures»: l'ethnie est, selon moi, une façon polie, hypocrite ou politiquement correcte, pour beaucoup de gens, de dire la race. Si ce n'est pas le cas, que signifie ce mot pour toi ? Comment peut-on lutter efficacement contre le racisme en utilisant sans cesse le mot d'ethnie ? Même question pour la ou les «culture(s)»: qu'est-ce que cela signifie pour toi ? Le problème avec ces mots, quand ils sont utilisés par la gauche ou l'extrême gauche, c'est que l'on ne comprend pas bien en quoi leur sens est véritablement différent de celui que leur attribue la droite.

Pour cette dernière, les choses sont claires (enfin..., c'est une façon de parler): les races, les groupes ethniques et les cultures sont des réalités naturelles, presque génétiques (voir à ce propos les provocations récurrentes de James Watson, Prix Nobel de médecine). Ils seraient décisifs pour définir les identités (religieuse, ethnique, raciale, etc.), ces identités seraient elles-mêmes indispensables à l'équilibre psychologique et social de chacun de nous, et enfin il existerait une échelle de valeurs entre ces identités. La droite et, plus largement, tous les conservateurs veulent construire des identités fermées, imperméables à toute critique, à tout échange, à toute transformation réelle, et évidemment à toute révolution sociale. Il s'agit donc pour eux de pousser les individus d'un groupe donné (national, culturel, religieux, ethnique, «racial») à lutter contre tous les autres, à se défendre contre leur influence, contre l'«invasion» des autres, etc. Et lorsqu'un conflit sérieux apparaît, on connaît quelle est la prochaine étape: fermer les frontières, limiter les contacts entre ces communautés imaginaires, procéder à la purification ethnique, mener des guerres ethniques pour la pureté de la race, etc. Je comprends donc parfaitement que, sur cette terre, la plupart des êtres humains aient besoin, ou plutôt aient l'habitude, d'interpréter la réalité qu'ils vivent à travers les lunettes de la tradition, de la culture, de la race et/ou de la nation. Cependant, je veux défendre la possibilité que l'on dépasse les limites de ces constructions imaginaires. Comment puis-je lutter pour un tel projet, si j'utilise sans cesse les concepts de mes adversaires et si je leur accorde une certaine valeur ?

A. B.: Arriver à se débarrasser de toutes ces catégories est certainement une perspective enviable, mais, pour la plupart d'entre nous, ces catégories (y compris celles d'homme et de femme) structurent notre personnalité dans le cadre de notre vie quotidienne. Nous devons certainement les dépasser et, si nous y arrivions, ce serait effectivement une véritable révolution. J'utilise des mots comme race, groupe ethnique et culture dans le sens généralement accepté de ces concepts, non pas parce que cela me plaît mais parce qu'ils font partie de ma réalité. Je n'ai pas l'impression d'attacher une importance démesurée à ces trois termes, et je sais qu'il existe d'autres facteurs comme le genre et la classe qui ont un impact considérable sur nos vies.

Développer une nouvelle identité est un processus influencé par le reflet de nous-mêmes dans ce monde et par notre conception de notre propre personnalité. Nous avons besoin de démêler nos identités sociales et les problèmes qui leur sont liés pour trouver une place et nous définir tout en acceptant les influences que nous avons percées à jour. Ce processus est difficile et les gens y arrivent à partir de différents moyens. La question pour moi est: «Comment faire en sorte d'aider des masses de gens à créer leurs propres identités alors que nous subissons tellement de pressions

pour maintenir de vieilles catégories et de vieilles identités ?»

Je ne crois pas que nous puissions les dépasser dès aujourd'hui. Nous devons vivre avec, pour atteindre une nouvelle réalité. Nous n'avons pas la possibilité de les ignorer.

Bref commentaire

Même si je partage la distinction fondamentale qu'Affreye Balanz établit entre la discrimination individuelle et la discrimination institutionnelle, j'exposerai brièvement mes divergences avec l'auteur.

Tout d'abord, Balanz ne précise pas comment est né et s'est développé la forme particulière de racisme qui existe aux Etats-Unis: et s'il fait allusion à une «oppression ayant une base matérielle encore aujourd'hui», il n'indique pas comment, historiquement, cette oppression raciste était fondée sur la production, sur le travail agricole dans les plantations, et a été donc compatible avec le développement du capitalisme contemporain.

Il n'explique pas non plus comment le racisme est encore lié à la production ni comment il en est inséparable: si la tendance fondamentale du développement capitaliste est d'expulser le travail salarié de la production (tout en incorporant simultanément les petits producteurs dans le même processus de production), le racisme institutionnel (ainsi que tout l'éventail des attitudes et des comportements racistes qui légitiment cette évolution) sert à s'assurer que des communautés et des groupes sociaux entiers sont exclus de la production.

J'ajouterai que les formes d'oppression ne sont pas seulement inextricablement liées:

a) parce que sur le plan de l'analyse et de la théorie, nous pouvons effectivement séparer les différentes formes d'oppression, même si

b) ces formes peuvent sembler difficilement séparables dans la pratique de la vie quotidienne (et même cela est contestable),

c) certaines formes d'oppression façonnent des institutions spécifiques plus que d'autres formes: par exemple, aux Etats-Unis, les banques choisissent d'écarter la clientèle de certains quartiers selon des critères raciaux et ont donc des pratiques discriminatoires, ce qui rend extrêmement difficile aux Noirs d'obtenir des prêts immobiliers. Sur le plan institutionnel, ces pratiques racistes ont un rôle décisif, sans qu'il soit nécessaire de tenir compte d'une quelconque autre forme d'oppression.

d) La structure psychologique profonde des individus (dans ce domaine, il est très difficile de parler de groupes sociaux et impossible de parler de classes) exprime souvent des préférences assez bien définies par rapport aux conduites oppressives. Par exemple, un individu est d'abord et avant tout misogyne, un autre surtout raciste. Ce sont, d'habitude, des cas pathologiques, mais ils ne sont pas si rares.

Enfin, je voudrais souligner que les individus des minorités qui ne sont pas soumis à des traitements racistes ne sont pas simplement des «alibis» qui, par leur présence extrêmement visible, nous permettraient d'oublier (ou de refuser de reconnaître) que les règles du jeu social sont truquées, que des groupes entiers sont victimes du racisme institutionnel comme le dirait sans doute Balanz.

Sur ce plan, la situation a évolué, du moins aux Etats-Unis, par rapport à la situation des années 50, 60 et 70.

Certains individus, membres des «minorités raciales» ne souffrent pas en réalité des effets et des affects du racisme. Colin Powell, Condoleeza Rice, Clarence Thomas (1) ont détenu (ou détiennent) et ont exercé (ou exercent) un pouvoir socio-politique réel. Ce ne sont pas des «alibis». Leur position dans la société suggère que les communautés minoritaires sont divisées, et divisées selon une ligne de classe. Si la vie ou la trajectoire sociale de gens comme Powell, Rice ou Thomas ne sont pas représentatives du destin de la majorité des membres de leur communauté, leur ascension suggère que les questions de la race et de la classe s'entremêlent inextricablement.

Ceci est un progrès: au cours des trente dernières années, la classe est, d'une certaine façon, sortie de l'ombre projetée par la race. Un processus objectif de clarification s'est développé et il rend possible une unité de la classe contre le capital et le pouvoir, contre la domination de la classe capitaliste, d'une façon qui était impossible depuis la Reconstruction (2), du moins aux Etats-Unis.

Wil Barnes

(1) Respectivement chef d'État-major des armées, secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) et membre de la Cour suprême (*NdT*).

(2) Reconstruction (1863-1877): période suivant la fin de la Guerre de Sécession et marquée par la fin de l'esclavage et l'unification de l'Union. Pour les Afro-Américains elle sera une période très sombre puisqu'elle aboutira au rétablissement légal de la ségrégation dans le Sud (*NdT*).